

Royaume-Uni: May dévoile son grand dessein

Le 17 janvier, dans un discours qui fera date, Theresa May a tracé les grandes lignes de sa perspective pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Il était sans doute temps. Depuis son arrivée au pouvoir en juillet 2016, les critiques dans le monde politique et les médias ont fusé: elle et son gouvernement seraient embrouillés, incompetents, divisés, ils n'auraient pas de plan, etc. Beaucoup de ces critiques étaient de mauvaise foi, faisant partie du jeu politicien à Westminster. D'autres venaient de gens qui avaient tout simplement négligé de lire les déclarations de Theresa May avant d'ouvrir la bouche ou d'écrire. Parce que, si on peut bien dire que le discours du 17 janvier constituait la première fois qu'elle avait élaboré et résumé son projet de manière globale, elle avait auparavant donné beaucoup d'indications sur le fond de sa pensée. Ainsi, au mois de novembre il était déjà possible d'écrire: «Il semble qu'elle veut sortir du marché unique (...) Il est moins clair, mais probable, qu'elle envisage la sortie de l'union douanière» (1). Et le 17 janvier, elle a confirmé qu'elle veut sortir du marché unique et ne pas faire partie intégrale de l'union douanière. Et qu'elle veut un ou des accords avec l'UE pour faciliter les échanges.

Mais est-ce qu'elle pourra les avoir? A lire les médias européens (et britanniques anti-Brexit), à écouter les déclarations de divers commentateurs, la réponse va de soi: elle aura beaucoup de mal, le rapport de forces lui est défavorable, voire elle a déjà perdu. Le tout étant souvent appliqué avec la méthode Coué, accompagné d'une quantité de lacunes et d'inexactitudes consternantes. Alors il est clair que les négociations à venir opposent un pays à 27 autres, et, en plus aux institutions européennes. Que cela implique que le rapport de forces est très défavorable au Royaume-Uni, cela

l'est beaucoup moins.

Avant le discours de May, il y avait ce qui ressemble à une petite mise en scène. Le 14 janvier, la presse britannique a publié des reportages et des analyses sur le compte-rendu d'une réunion privée entre Michel Barnier, négociateur en chef pour l'Union européenne, et des parlementaires européens (2). D'après The Independent, le compte-rendu «indique que l'UE pourrait hésiter à se couper de l'accès au plus grand centre financier d'Europe. Les négociateurs [européens] craignent de déstabiliser l'environnement économique délicat qui existe dans de nombreux pays européens et de créer des difficultés monétaires». Barnier est cité dans l'article comme disant qu'il n'y aurait «aucune agressivité, aucune vengeance, aucune punition» dans la «négociation unique et extraordinaire sur la sortie du Royaume-Uni». Il a ajouté quand même que le résultat devrait démontrer que la meilleure option pour les Etats-membres était de rester dans l'UE.

L'article dans The Guardian sur le même sujet est plus fourni. Il cite une déclaration de Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre, devant des députés britanniques le 10 janvier: «Il y a de plus grands risques pour la stabilité sur le continent, à court terme, en cas de transition. Si vous dépendez d'une juridiction [britannique] pour les trois-quarts de vos activités de hedging (marchés de produits dérivés), les trois-quarts de votre activité sur les marchés des changes, la moitié de vos emprunts et la moitié de vos transactions en titres et valeurs, vous devrez réfléchir et faire très attention concernant la transition de votre point d'ancrage vers une place financière où vous devrez trouver un nouvel équilibre». D'après le compte-rendu, il a aussi dit, «Un travail doit être fait dans ce domaine. Il y aura un rapport spécifique. Il faudra travailler hors du cadre des négociations ... afin d'éviter l'instabilité financière».

Un porte-parole de la commission européenne a «insisté que le

compte-rendu [qui a été fait par des fonctionnaires du Parlement européen 'ne reflétait pas correctement ce que M. Barnier a dit'». Bien sûr. M. Barnier, lui, n'a apporté aucun déni.

Il est clair que le gouvernement britannique et la City veulent remplacer le «passporting» qui donne actuellement le droit aux institutions financières britanniques d'opérer partout en Europe (mais qui dépend de l'appartenance au marché unique) par un accord «spécial» qui faciliterait les transactions à l'avenir. D'après le compte-rendu dont on vient de parler, il semble bien que c'est aussi le point de vue de Barnier. De là à dire que tout est déjà bouclé, ce serait aller beaucoup trop vite en besogne. Mais un terrain de négociation d'un accord réciproquement bénéficiaire existe manifestement.

Il n'est pas inutile de préciser qu'aussi bien Mark Carney que les deux journaux s'étaient opposés au Brexit, et qu'au moins les journaux persistent et signent.

Le lendemain, Philip Hammond, ministre des finances et considéré comme le numéro deux du gouvernement, a accordé une interview au journal allemand Die Welt am Sonntag. Hammond est généralement vu comme une force de modération au sein du gouvernement. C'est donc normal que c'est à lui qu'a incombé la tâche de menacer l'Union européenne, façon de montrer que le gouvernement parle d'une seule voix. Ce que Hammond a dit peut se résumer rapidement: «nous voulons rester avec une économie, un système de taxation et des réglementations à l'européenne. Mais si nous sommes obligés d'être quelque chose de différent, alors nous devrions devenir quelque chose de différent». Et le «quelque chose de différent» serait de créer une économie avec des taux de fiscalité fortement réduits et une dérégulation générale, afin d'attirer des investissements. Ce discours, qui a été appuyé par May et répété à Davos, a été vite repris en Europe et par l'opposition travailliste à Londres comme la preuve que les véritables intentions des

conservateurs étaient de supprimer toute réglementation et de laisser libre-cours à un capitalisme sans entrave. Mais c'est loin d'être évident. D'abord, il a été clair de la part de Hammond aussi bien que de May, qu'il s'agissait, pour ainsi dire, d'un Plan B, à mettre en œuvre uniquement si l'Union européenne bloquait tout accord de libre-échange, donc si la ligne «on va les punir» prévalait. D'autres observateurs qui l'avaient compris ont conclu que c'était juste un bluff, une menace qui ne serait jamais mise en exécution. Ce n'est pas forcément vrai. Au cas où les négociations se termineraient dans une impasse, ce Plan B pourrait bien être mis en œuvre. On peut penser que c'est improbable, mais ce n'est pas impossible.

Dans un éditorial du 14 janvier, le Financial Times conclut avec le message suivant : « Le Royaume-Uni devrait chercher à avoir un accord basé sur l'équivalence, mais pas à n'importe quel prix. Mrs May devrait faire clairement comprendre que si elle ne peut pas obtenir un accord acceptable, elle quittera la table des négociations et utilisera la liberté que le Royaume-Uni vient de retrouver pour fixer ses propres règles et faire de la City un concurrent beaucoup plus farouche.

Hammond n'a pas dit autre chose, et May a affirmé qu'il valait mieux n'avoir pas d'accord du tout qu'un mauvais accord.

Le Financial Times avait défendu au moment du référendum le maintien du Royaume Uni dans l'Union européenne. Mais aujourd'hui, le journal accepte le résultat et met sa considérable autorité derrière le gouvernement britannique. Cela fait partie d'un certain resserrement des rangs, qui a vu par exemple l'association CityUK, qui représente le secteur financier, abandonner la revendication du maintien du passporting et défendre la nécessité d'un accord qui permettrait de continuer à faire des affaires – acceptant donc de fait le Brexit. Cela se voit aussi dans l'attitude de Carney. Ce n'est pas un chèque en blanc et ce n'est pas le cas de tous ceux qui s'étaient opposés au Brexit, mais dans les cercles financiers et patronaux Theresa May renforce plutôt

ses positions.

Revenons au discours de May, un discours long qui a couvert beaucoup de sujets. L'essentiel était bien sûr de préciser que le Royaume-Uni allait quitter le marché unique et n'accepterait pas entièrement l'union douanière dans la mesure où celle-ci empêche les Etats membres de conclure de manière indépendante des accords de libre-échange avec des pays tiers. Par ailleurs il vaut mieux mettre son discours en relation avec d'autres discours et initiatives.

May et son gouvernement sont souvent présentés en Europe (et même parfois au Royaume-Uni) comme étant centrés sur la question de l'immigration et comme étant plus à droite que le gouvernement précédent, celui de Cameron. Ces deux idées sont contestables. Certes, la question du contrôle de l'immigration est une question importante pour le gouvernement et pour une grande partie de la classe politique et de la population: cette préoccupation va bien au-delà de la minorité raciste. C'est une des raisons pour quitter le marché unique. L'autre est de se libérer des jugements de la Cour de justice européenne. On peut penser qu'à long terme, c'est plus important. Les politiques d'immigration peuvent évoluer dans un sens ou dans un autre. La sortie de la juridiction de la CJE est définitive.

Depuis qu'elle a quitté le pouvoir en 1990, l'héritage, les idées et les actions de Margaret Thatcher ont été considérés par la classe politique comme des acquis. Ils n'ont pas été sérieusement contestés, ni par son successeur John Major, ni par les dirigeants de New Labour Tony Blair et Gordon Brown, ni par David Cameron, ni, en gros, par les médias et les intellectuels. Maintenant un nouveau vent se lève. On se rend compte que Margaret Thatcher a beaucoup détruit et peu construit et qu'on vit toujours avec les conséquences en termes d'inégalités, dislocation sociale, crise du logement, état lamentable du système de santé et ainsi de suite.

Dans un discours marquant au congrès du parti conservateur en

2002, May avait dit aux délégués: «vous savez comment les gens nous appellent ? Ils nous appellent «le parti dégueulasse». David Cameron a essayé d'améliorer l'image du parti sur des questions de société: il n'a pas touché à l'économie. Loin de rompre avec l'héritage de Thatcher, il voulait terminer son travail.

May est différente. On dit souvent d'elle que, comme première ministre, elle ne pourra rien faire d'autre qu'organiser la sortie de l'Union européenne. Il est vrai que cette question représente, comme on dit couramment outre-Manche, le plus grand défi pour un gouvernement britannique depuis la Deuxième Guerre mondiale. Si May ne faisait que s'occuper de cela, ce serait compréhensible. Mais elle veut aussi faire autre chose. Elle se situe dans la tradition de ce qu'on appelle le «conservatisme social». A la différence de Thatcher, elle pense que les problèmes de la société existent et elle le dit. Elle a aussi une autre vision de l'Etat, plus interventionniste. Dans un discours devant des banquiers et des patrons à Davos, peu apprécié par ses auditeurs, elle leur a dit qu'il fallait qu'ils paient leurs impôts et traitent mieux leurs salariés, et que les forces du marché seules ne pouvaient pas répondre aux besoins des gens. Elle a précisé: «Si vous réussissez tout juste à joindre les deux bouts, vous ne voulez pas d'un gouvernement qui se dégage, vous en voulez un qui vous aide». Ce n'est pas du thatchérisme, c'est même une prise de distance très consciente avec le legs de la Dame de fer.

De retour de Davos, une semaine après son discours du 17 janvier, elle a dévoilé sa «stratégie industrielle». Le titre du Guardian la résume ainsi dans un gros titre: «Le plan industriel de Theresa May signale une évolution vers plus d'intervention par l'Etat». La journaliste note aussi le changement par rapport à Cameron, «qui avait plutôt une démarche de laisser-faire à l'égard de l'économie». La stratégie industrielle de May, tout comme son discours du 17

janvier, a été chaleureusement accueillie par la Confédération de l'industrie britannique, qui rassemble les patrons de ce qu'on peut appeler «l'économie réelle». Elle s'est aussi engagée à maintenir les droits sociaux qui font actuellement partie de la législation européenne.

May veut quitter l'Union européenne dans l'optique de conclure des accords de libre-échange à l'échelle mondiale. Qu'elle réussisse ou pas, c'est sa perspective. Et sur ce plan-là comme sur d'autres, elle n'a pas grand-chose en commun avec Donald Trump, même si elle va chercher à se servir de lui comme contrepoids à l'UE. Elle a un plan industriel et un plan de formation professionnelle: en plus, il faut revenir plus de quarante ans en arrière pour trouver des premiers ministres qui ont montré le même degré d'indépendance à l'égard de la City. Elle semble prendre au sérieux la crise du logement, alors que Cameron se limitait à un plan pour aider les jeunes gens aisés du Sud-Est à acheter leur première maison. Sa perspective est de mobiliser un soutien populaire en disant aux gens – «on va quitter l'UE et il y a des choses qui vont changer pour vous, on va s'occuper de vos problèmes». Elle n'est pas plus à droite que Cameron, ni plus à gauche d'ailleurs. Elle a une politique différente qui représente un début de rupture, sur certains plans, avec les quarante dernières années. Et ce qu'elle fait est dans l'air du temps. John McDonnell, bras droit de Jeremy Corbyn et porte-parole du Labour sur les finances, était l'un des premiers à le remarquer, en l'exagérant un peu.

May et son gouvernement vont avoir des négociations difficiles dans les mois et même les années qui viennent. Mais le rapport de forces est moins défavorable qu'on le dit souvent, et pas seulement à cause de l'importance de la City pour l'Europe. Elle est face à 27 Etats, qui agissent parfois comme un bloc derrière l'Allemagne, mais qui ont chacun leurs intérêts nationaux. Y compris l'Allemagne. Sigmar Gabriel, vice-premier ministre, a récemment défendu la nécessité des transferts

fiscaux de l'Allemagne vers d'autres pays. Par souci de solidarité? Pas vraiment. Gabriel pense que l'éclatement de l'UE n'est plus impensable et que dans ce cas-là, «nos enfants et nos petits-enfants nous maudiraient, parce que l'Allemagne est le plus grand bénéficiaire de la communauté européenne – sur les plans économique et politique» (3). De son côté, Merkel a convoqué une réunion de ses principaux ministres pour discuter de l'attitude de l'Allemagne dans les négociations sur le Brexit. Le porte-parole du gouvernement met les points sur les 'i': «Nous devons identifier les intérêts de l'Allemagne et les introduire dans les négociations». Quant au premier ministre néerlandais, Mark Rutte, dans une interview avec le Financial Times (11 décembre, 2016) où il soulignait les dangers de «plus d'Europe», qui alimenterait les populismes, il a conclu : Mon premier intérêt, c'est l'intérêt néerlandais» On pourrait multiplier ce type de déclaration par 27, et le gouvernement britannique en est bien conscient. D'ailleurs, le 12 janvier, le site Bloomberg lui a donné des pistes dans un article: «Sept stratégies pour le Brexit que Theresa May pourrait utiliser pour ronger l'unité de l'UE».

La Cour suprême du Royaume-Uni vient de confirmer, comme chacun s'y attendait, que le gouvernement sera obligé d'obtenir l'approbation du Parlement avant d'activer le fameux Article 50, qui déclenche le processus de sortie du Royaume-Uni de l'UE. Cela permettra de voir comment les différents courants politiques se situent. On y reviendra.

Le congrès du PGE et les

défis de 2017

Le Parti de la gauche européenne (PGE) a tenu son 5ème congrès à Berlin en décembre 2016. Le PGE rassemble des partis de la gauche radicale dans presque tous les pays membres de l'Union européenne (dont déi Lénk au Luxembourg) et dans plusieurs pays qui n'en font pas partie, notamment la Biélorussie, la Moldavie et la Suisse. Tout en respectant l'indépendance des partis membres, qui prennent leurs propres décisions politiques, le PGE s'efforce d'agir sur la scène européenne comme un vrai parti et de prendre des initiatives.

Les congrès du PGE se suivent et ne se ressemblent pas entièrement. Le 3^e congrès en 2010 a dû tirer des leçons de la crise de 2008-09. Le 4^e en 2013 avait déjà vu la crise de la zone euro, les crises de la dette souveraine et les «plans de sauvetage» (Grèce, Portugal, Irlande, Chypre). Et même si les trois derniers sont sortis des dits plans, il faut savoir que le Portugal, par exemple, verse chaque année 8 milliards d'euros en intérêts sur sa dette – environ 4% de son PIB.

Beaucoup d'événements se sont passés depuis le congrès précédent en 2013, mais ce qui a sans doute le plus marqué les esprits, c'est la Grèce. Les événements de 2015 ont jeté une lumière crue sur l'écart entre les «valeurs qui prétendaient fonder l'Union européenne», pour reprendre les termes du document politique adopté par le congrès, et la réalité. La façon, dont les institutions européennes ont imposé brutalement une politique d'austérité et des réformes néolibérales sur le gouvernement élu par le peuple grec, a posé pour beaucoup la question de comment agir pour que de telles choses ne se répètent pas ailleurs.

Le document politique adopté après des mois de discussion, et de nombreux amendements, représente un progrès. La première

partie contient une analyse approfondie de la crise de l'Union européenne sur les plans économique et politique. Le document souligne la gravité d'un phénomène qui n'est pas totalement nouveau, mais qui est devenu plus grave ces dernières années, à savoir la montée dans une série de pays de forces de droite et d'extrême droite nationalistes, dont de véritables mouvements fascistes. Il traite aussi de la question des migrants et du «mélange d'impuissance et d'abjection» qui a caractérisé l'UE et la plupart des gouvernements face à cette crise.

Il est à signaler aussi que le document se prononce très clairement pour rejeter le capitalisme et affirmer la nécessité d'un socialisme démocratique et écologique. Cela peut sembler un peu abstrait: nous ne sommes guère à la veille de transformations socialistes. C'est pourtant important d'affirmer que l'Europe que nous voulons, sur les plans économique, démocratique, écologique, n'est pas compatible avec le capitalisme.

Le thème du congrès était «construire des alliances» et le document affirme le besoin de faire cela de la manière la plus large possible, ce qui correspond, par ailleurs à la pratique quotidienne des partis dans leurs différentes campagnes.

Le PGE cherche à prendre des positions de manière consensuelle. En ce qui concerne les différentes facettes de la crise européenne et la critique des institutions européennes, cela ne pose pas trop de problèmes. Quand il s'agit de définir nos perspectives d'action, c'est plus compliqué. Bien sûr, il y a une très large plage d'accord sur une série de questions qui concrétisent notre opposition à l'Europe néolibérale: opposition aux accords dits de «libre échange» comme le TTIP et le CETA, défense des droits des migrants, contre le dumping social et fiscal, contre la militarisation rampante, que ce soit sous l'égide de l'OTAN ou la perspective pas encore concrétisée d'une armée de l'Union

européenne. Mais quand on arrive à définir comment combattre l'UE néolibérale et par quoi la remplacer, il existe des divergences.

Il est déjà loin le temps, il y a une dizaine d'années, où on pouvait se satisfaire de déclarations du genre «une autre Europe est possible», «il faut une Europe sociale», etc. Même l'affirmation du PGE qu'il ne s'agit pas de réformer l'Union européenne, mais de refonder l'Europe demande à être précisée. Le débat sur ces questions a eu lieu pendant les mois de préparation et dans le congrès lui-même. Certains partis affirment la nécessité d'arriver au pouvoir dans les Etats nationaux et à partir de là de contester l'UE néolibérale, les traités, la dette. D'autres cherchent plutôt à trouver des moyens d'agir au niveau européen. Les deux voies ne sont peut-être pas complètement contradictoires, mais elles sont bien différentes.

Le document politique a été adopté par plus de 80% des délégués au congrès. Ensuite, Gregor Gysi, dirigeant très connu de Die Linke en Allemagne, a été élu président du PGE. Pierre Laurent, dirigeant du Parti communiste français, qui avait été président pendant six ans, continuera son engagement en tant qu'un des quatre vice-présidents.

Le congrès terminé, le PGE et les partis nationaux sont confrontés aux défis de 2017. Certains événements en 2016 sont arrivés trop tard pour être bien analysés. C'est surtout le cas de l'élection de Donald Trump. Quant au Brexit, c'est une histoire qui ne fait que commencer et qui sera un facteur de crise, non seulement au Royaume-Uni, mais pour toute l'Union européenne.

Les deux pays les plus importants de l'Union verront en 2017 des élections qui sont tout sauf banales, et où la gauche radicale est confrontée non seulement aux forces de «l'extrême centre», celles qui portent les politiques d'austérité, mais à

des forces d'extrême droite, le Front national en France et l'AfD en Allemagne. Dans les deux cas il s'agirait de combattre ces forces tout en se démarquant des partis néolibéraux qui ont nourri leur ascension. En Allemagne, Die Linke sera confrontée à trois élections régionales et aux législatives. En France les trois partis du PGE – le PCF, le Parti de gauche et Ensemble – sont engagés dans la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon. Ce qui peut se passer dans d'autres pays, notamment l'Italie, est moins prévisible, mais les élections françaises et allemandes modifieront, d'une manière ou d'une autre, les rapports de forces en Europe.

Italie: Le maillon faible commence à se tendre

Dans une année qui a été largement marquée par des bouleversements et des coups d'éclat en Europe, le résultat du référendum du 4 décembre en Italie est loin d'en être le moins significatif.

Ce référendum était appelé à approuver ou rejeter une réforme constitutionnelle proposée par Matteo Renzi, premier ministre depuis 2014 et dirigeant du Parti démocratique (PD) qui fait office de force social-démocrate en Italie. Le but était de redistribuer les pouvoirs: réduire ceux du Sénat et des régions et renforcer ceux de l'État central.

Cette poussée vers un État plus centralisé fait partie du

programme de transformation néolibérale des États européens, surtout ceux de la «périphérie» du Sud.

Dans le cas de l'Italie la victoire des propositions de Renzi aurait représenté la plus grande attaque contre la constitution de 1948, issue de la Résistance, et dont l'un des objectifs était d'éviter trop de concentration des pouvoirs. Par ailleurs, cette constitution définissait l'Italie comme «une république démocratique fondée sur le travail».

Une étude commandée par la banque J.P. Morgan en 2013 résume bien le problème du point de vue du capital financier. «Les constitutions [des États du Sud] ont tendance à montrer une forte influence socialiste, reflétant la force politique gagnée par des partis de gauche, après la défaite du fascisme». Ces États seraient caractérisés par «des pouvoirs exécutifs faibles; des États centraux faibles vis-à-vis des régions; une protection constitutionnelle des droits du travailleurs; (...) et le droit de protester si des changements mal venus sont faits au statu quo politique».

On voit que Renzi voulait bien éliminer ces «faiblesses». Pas pour la forme, mais pour avoir un meilleur instrument pour mener les attaques contre l'état social et les droits des travailleurs.

Il était tellement sûr de gagner le référendum qu'il a promis de démissionner si ses propositions n'étaient pas approuvées. Et au début de la campagne, les sondages lui étaient très favorables.

Pourtant, à l'arrivée il a perdu son pari. Avec 59% de «Non» contre 41% de oui, le résultat était sans appel: alors que les derniers sondages avaient prédit une défaite probable, aucun n'en avait prévu l'ampleur. C'était une lame de fond.

Une opposition large et diversifiée

Une des explications réside dans l'éventail des forces rangées contre Renzi. Il y avait la droite avec le parti Forza Italia de Silvio Berlusconi, la Ligue du Nord qui dérive de plus en plus vers l'extrême droite et d'autres petites forces de droite. Il y avait aussi le Mouvement des Cinq Étoiles, pour lequel le mot imprécis de «populiste» convient pour une fois, reflétant précisément tout le flou et l'ambiguïté de ce mouvement sui generis. Ces forces étaient motivées par la volonté de faire chuter Renzi, de provoquer des élections anticipées et, dans le cas de la Ligue du Nord et du Mouvement des Cinq Étoiles, de mener campagne pour la sortie de l'euro.

Mais la campagne pour le Non ne se limitait pas à ces forces-là. De manière tout à fait significative, des forces de gauche ont fait campagne. D'abord, il y avait toutes les forces de la gauche radicale: Rifondazione comunista, Altra Europa, Sinistra Italiana. Ensuite, la principale confédération syndicale, la CGIL, bien que tardivement et faisant peu de campagne. Et *last but not least*, une frange importante de militants du PD, dont des figures marquantes comme l'ancien premier ministre Massimo D'Alema et l'ancien secrétaire du parti Pier Luigi Bersani. Vers la fin de la campagne, on a vu apparaître des comités locaux rassemblant des militants de gauche.

Quant aux motivations des électeurs qui se sont mobilisés assez massivement (plus de 67% des inscrits), elles ont été multiples. L'une d'elles était la réforme elle-même: il y avait de solides raisons démocratiques pour voter contre. Mais plus fondamental sans doute était tout ce qui était derrière. Le vote était une expression de révolte contre l'austérité et le chômage, contre la misère qui frappe des secteurs importants de la population. A regarder le détail du vote par région, on voit que le Sud appauvri a voté massivement pour le Non, comme l'ont fait 80% des 18-34 ans. Un taux de chômage de 40% chez les jeunes, et 80% des jeunes, contre Renzi: l'arithmétique politique n'est vraiment pas compliquée.

C'était aussi et même surtout un vote contre Renzi et sa politique. Devenu premier ministre en 2014 sans avoir gagné une élection, il a été dans une certaine mesure adoubé par sa victoire dans les élections européennes de 2014 tout de suite après, faisant le plein de promesses de sortir le pays de sa stagnation économique. Des promesses pas tenues. Sa mesure-phare, celle qui lui valait les louanges des élites européennes, était son «Jobs Act» de 2014. Il a réussi là où d'autres avaient échoué en supprimant l'article 18 du code du travail, qui donnait une protection à l'emploi. Et ces élites l'ont soutenu dans le référendum. D'ailleurs, il faut supposer qu'un jour quelqu'un à Bruxelles ou ailleurs va finir par comprendre que le soutien de la Commission et de Merkel, Hollande et autres n'est vraiment pas une aide pour gagner une élection ou un référendum en Europe aujourd'hui. C'est même plutôt le contraire. Et ce vote était aussi contre l'Europe, contre une certaine Europe, celle de l'Union européenne. Car dans un pays qui était historiquement «europhile», de plus en plus d'Italiens sentent de manière plus ou moins claire, et à juste titre, que cette Europe est pour beaucoup dans les malheurs qui frappent leur pays.

Montée du “populisme”?

Du côté des médias et du monde politique en Europe, beaucoup se sont précipités pour classer le vote italien sous la rubrique «montée des populismes». A tort. Le vote du 4 décembre était fondamentalement une victoire pour la démocratie et les droits sociaux. Et il aura des conséquences, pas seulement en Italie. Ce pays est certainement, parmi les grands pays, le maillon faible de l'Union européenne. Son économie est dans un état de stagnation, voire de recul, depuis son adhésion à l'euro. Son système bancaire est le plus fragile d'Europe, ce qui est exemplifié par la situation de la troisième banque du pays, Monti dei Paschi di Siena, qui a un besoin urgent de sauvetage, privé ou public. L'instabilité politique qui va découler du référendum et de la démission de Renzi va

certainement aiguïser tous les facteurs de crise.

Le commentateur du *Financial Times*, Gideon Rachman, constatait deux jours après le vote que «le projet européen est soumis à une tension sans précédent. La décision de la Grande-Bretagne de le quitter en est l'évidence la plus frappante. Mais à long terme, la crise qui se déroule en Italie pourrait devenir une menace plus sévère à la survie de l'UE». Il est rejoint par un financier qui estime que si le danger immédiat est minime, on pourrait bien assister «au premier pas de l'Italie vers la porte de sortie de la zone euro».

La gauche radicale, tout en ayant remonté un peu la pente, ne s'est jamais vraiment remise du désastre de sa participation au gouvernement Prodi et de son élimination du Parlement il y a dix ans. Dans la foulée de la victoire du 4 décembre, espérons qu'elle puisse renouer avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier italien et être capable de défendre une alternative claire contre le néolibéralisme aussi bien que contre la droite et l'extrême droite nationalistes.

Une conférence marquante

Pendant le weekend des 19-20 novembre une conférence importante à eu lieu à Copenhague, intitulée « Pour un Plan B en Europe ». Co-organisée par l'Alliance rouge et verte du Danemark et le Parti de gauche de Suède, elle a rassemblé plus de 250 participants, venus de tous les pays d'Europe occidentale et méridionale, ainsi que de Pologne et de Slovénie.

C'était la suite de deux conférences organisées dans les premiers mois de cette année à Paris et Madrid. L'initiative

est venue de Jean-Luc Mélenchon du Parti de gauche en France, avec le soutien notamment de Zoé Konstantinopolou, ancienne présidente du Parlement grec et d'Oskar Lafontaine. Les deux premiers ont pris la parole à Copenhague.

La référence au Plan B découle de l'expérience grecque en 2015. Celle-ci a montré d'abord la brutalité à laquelle les créanciers de la Grèce – les institutions européennes et le FMI – étaient prêts à recourir pour obtenir la soumission du gouvernement d'Alexis Tsipras. Il faut signaler tout particulièrement le rôle de la Banque centrale européenne qui a commencé à fermer le robinet monétaire dix jours après la victoire électorale de Syriza. Ensuite il s'est révélé que le gouvernement grec n'avait pas préparé les moyens de riposter à cette offensive, donc pas de « Plan B ». Cette expérience a fait réfléchir beaucoup de partis et militants de gauche en Europe. En Grèce, bien sûr, les militants qui ont quitté Syriza en 2015, mais aussi ceux qui sont restés dans ce parti. Mais aussi partout en Europe, où des partis de gauche cherchent à voir comment éviter que de futures expériences de gouvernement de gauche ne se terminent de la même façon.

Pourtant, pour les participants à la conférence il était clair qu'il faut commencer non pas par un Plan B, mais par un Plan A, c'est-à-dire un plan qui part de la résistance contre les attaques aux droits de travail et aux droits sociaux qui conduisent à la remise en cause de l'Etat social, contre les privatisations et la marchandisation de la société. Un plan qui part des besoins des couches populaires, des salariés, des pensionnés, des jeunes et qui traite de l'emploi, des salaires, des allocations sociales, du logement, des services publics, de la fiscalité, du contrôle public de la finance et des secteurs clés de l'économie. Et par le combat pour un gouvernement qui appliquera ce programme.

Il est clair que tout programme, comme le programme dit de Thessalonique en Grèce, rencontrerait la résistance farouche

des défenseurs du néolibéralisme aux niveaux national et européen. Mais il y a une dimension spécifiquement européenne. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne la zone euro. Il n'y a aucune raison de penser que n'importe quel gouvernement de gauche ne serait pas confronté aux mêmes méthodes que celles utilisées en Grèce. Et on ne voit pas comment un gouvernement de gauche qui ne contrôle pas sa monnaie puisse mener une politique indépendante. D'autant plus que la monnaie des pays de la zone euro est sous le contrôle d'une Banque centrale européenne qui est indépendante de tout contrôle démocratique – mais pas des marchés financiers.

C'est pourquoi une partie importante de la conférence était consacrée à la question monétaire. Il y a eu des débats d'un très haut niveau, avec la participation entre autres de Costas Lapavitsas, professeur d'économie et ancien député de Syriza, Fabio de Masi, député européen pour Die Linke et Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche portugaise. Tous les intervenants – et sans doute la grande majorité de participants – étaient d'accord qu'il fallait dans ces conditions sortir de la zone euro et restaurer une monnaie nationale. Pas comme un but en soi, mais pour pouvoir mener une politique de gauche. Pourtant la réflexion ne s'est pas arrêtée là, il y a eu des débats pour savoir par quoi on pourrait remplacer l'euro, entre autres l'idée d'une monnaie commune (mais pas unique), articulée avec des monnaies nationales.

Si la sortie de la zone euro fait largement consensus, celle de l'Union européenne prête à plus de discussions. Il faut dire par ailleurs que deux des pays dont les forces de gauche ont participé à la conférence ne sont pas membres de l'Union européenne : il s'agit de la Norvège et de l'Islande (où la délégation du Mouvement rouge-vert, qui avait aidé à mettre la conférence sur pied, a été retenue à Reykjavik à cause de la situation politique en Islande). Mais la plupart des partis venaient des pays membres de l'UE. A part les parts danois et

suédois, il y avait notamment le Parti de gauche et le mouvement Ensemble de France, le Bloc de Gauche portugais, Podemos d'Espagne, Sinistra Italiana, l'Alliance de gauche de Finlande.

La question de l'Union européenne ne se pose pas d'exactement de la même façon que celle de la zone euro. On peut penser que l'Union européenne actuelle n'est pas réformable, ou pour le moins que sa réforme équivaldrait à sa transformation totale. Un gouvernement de gauche rentrerait certainement en conflit avec la Commission et sans doute la Cour européenne de justice. Mais il s'agirait d'un conflit politique, sans que les institutions européennes aient les moyens de chantage que l'euro donne à la BCE. On pourrait donc pour une période plus au moins longue mener le combat, dont l'issue dépendrait du nombre de pays qui contesteraient les règles de l'UE et de l'ampleur de la solidarité internationale. On ne peut pas avoir une garantie de ne pas être exclu de l'UE. Mais on peut par exemple commencer, comme le propose Jean-Luc Mélenchon dans la campagne présidentielle en France, par contester les traités européens et exiger leur renégociation radicale.

Ce qui a commencé comme une simple conférence il y a moins d'un an commence à avoir une certaine structure et une certaine dynamique. La conférence de Copenhague a été très bien organisée, aussi bien dans son contenu politique que dans son fonctionnement. La déclaration finale a été signée par des représentants de partis danois, suédois, français, espagnols, italiens, portugais et par Fabio de Masi.

La prochaine conférence aura lieu à Rome en mars 2017, donc 60 ans après la signature du Traité signé dans cette ville. Elle peut très bien s'élargir par rapport à celle de Copenhague. Un vent parmi d'autres, mais qui peut souffler fort.

Brexit – où en sommes-nous ?

Plus de quatre mois après le référendum du 23 juin, le chemin pour quitter l'Union européenne reste long, compliqué et semé d'embûches: plein de questions restent ouvertes.

Que veut vraiment la nouvelle première ministre, Theresa May, d'un côté et ses (futurs anciens) partenaires européens de l'autre ?

Theresa May ne cesse de répéter « Brexit, ça veut dire Brexit », ce qui sonne fort sans apporter beaucoup d'éclaircissements. C'est d'ailleurs son but. Elle veut réaffirmer qu'elle respecte le vote du 23 juin (bien qu'elle ait – mollement – fait campagne pour rester dans l'UE). Et elle refuse de dévoiler, y compris devant le Parlement britannique, sur quelles bases et avec quels objectifs elle veut négocier avec les dirigeants européens. Ce qui permet à ses critiques, dans l'opposition et dans son propre parti, de dire qu'elle n'a pas de plan et que le gouvernement est divisé. C'est vrai que les tensions au sein du gouvernement restent vives. Mais il semble que May a quand même quelques idées en tête. Cela peut changer, mais pour l'instant il semble qu'elle veut sortir du marché unique, non seulement pour reprendre le contrôle de l'immigration, mais aussi et probablement plus important pour elle, pour ne plus être soumis aux jugements de la Cour de justice européenne et pour restaurer la primauté des lois britanniques. Il est moins clair, mais probable, qu'elle envisage la sortie de l'union douanière pour pouvoir négocier les accords commerciaux avec des pays tiers. Ce qu'elle cherche, c'est un accord *bespoke* – un terme utilisé par les tailleurs et qui signifie « fait sur mesure », donc ni la Norvège ni la Suisse. Elle veut un accord

qui permettra au Royaume uni de faire des affaires en termes d'exportation de biens et des services, surtout financiers. Un accord réciproque, évidemment.

Du côté de ses partenaires européens on répète le mantra de « pas de négociations avant l'activation du fameux Article 50, qui notifiera formelle les autres pays de l'Union de la décision du Royaume-Uni de la quitter. Il semble pourtant improbable qu'il n'y ait aucune forme de contact avec au moins certains pays. Les pays de l'UE répètent aussi que les quatre libertés de circulation (de capitaux, biens, services et personnes) sont indissociables pour avoir accès au marché unique. Soit. Mais est-ce que cela va aussi pour un pays qui ne veut pas faire partie du marché unique en tant que tel ?

En fait, derrière la question des négociations et l'accent mis sur la liberté de circulation, il y a autre chose, des considérations politiques. Il s'agit de faire comprendre au Royaume-Uni qu'il n'y aura pas de cadeaux, que les négociations vont être dures, pour la punir d'avoir pris la décision de sortir et pour décourager d'autres pays de suivre son exemple. Soit dit en passant, ce n'est pas vraiment au crédit de L'Union européenne que ses dirigeants le considèrent nécessaire de garder des pays dans l'Union sous la menace des conséquences d'une sortie. Il y a pourtant d'autres considérations, économiques, que ces dirigeants devront prendre en compte. On y revendra, mais d'abord regardons le paysage politique et économique britannique.

Parlement contre gouvernement

Le vote du 23 juin allait à encontre des intérêts du grand capital au Royaume uni dans sa grande majorité. Banquiers et industriels n'avaient pas voulu de référendum, ils ont fait campagne pour rester dans l'UE et ils ont très mal digéré le résultat. Ceci est aussi le cas du monde politique. Une majorité des députés conservateurs, une grande majorité des

députés travaillistes et la totalité des groupes libéral-démocrate et SNP (nationalistes écossais) ont fait campagne pour rester dans l'UE. C'est quelque chose qu'il faut garder en tête en les entendant exiger que le gouvernement détaille ses plans.

En principe presque tous les députés disent aujourd'hui qu'il faut respecter la décision du référendum. D'autant plus que 61% d'entre eux représentent des circonscriptions qui ont voté pour sortir. Mais certains d'entre eux sauteraient sur la première possibilité d'annuler le résultat s'ils pensent qu'ils pourraient le faire sans déclencher une tempête dans le pays. Et beaucoup plus veulent négocier un Brexit aussi doux que possible, en restant dans le marché unique, l'union douanière et en acceptant toutes les contraintes que cela implique. Ce qui oppose le gouvernement et le Parlement, ce ne sont pas des grands principes démocratiques de souveraineté parlementaire, c'est l'opposition entre un gouvernement qui veut organiser le Brexit, s'appuyant sur le vote du 23 juin, et un Parlement qui ne le veut pas ou qui veut tout au moins le vider de son contenu.

Dans ce panorama, Jeremy Corbyn et ses partisans au sein du Labour occupent une place particulière. Corbyn avait dit dès le début qu'il acceptait la décision du 23 juin, d'autant plus qu'il a toujours porté une critique de gauche de l'UE et qu'il est bien possible qu'il ait pris position contre le Brexit surtout à cause du rapport de force défavorable dans la fraction parlementaire travailliste. Depuis le 23 juin, lui et ses partisans mènent campagne pour un « people's Brexit », un Brexit au service du peuple, des couches populaires, des salariés. Récemment, il a pris position pour que le Royaume-Uni reste dans le marché unique, dont il est par ailleurs fort critique.

C'est dans ce contexte que deux citoyens qui avaient intenté une action en justice pour demander que le Parlement, et pas

simplement le gouvernement, doive voter l'activation de l'Article 50, ont obtenu gain de cause. La décision a déclenché un tollé de protestation dans la presse pro-Brexit et parmi ses partisans. Mais le gouvernement a dû accepter la décision, tout en indiquant qu'il ferait appel à la Cour suprême. Cet appel pourrait être entendu début décembre : la décision de la Cour pourrait tomber début janvier. Si elle est favorable au gouvernement, May en sortira renforcée. Si la décision confirme le jugement précédent elle sera au contraire affaiblie. Dans les deux cas, elle pourrait décider de convoquer des élections anticipées, avec l'idée de faire élire assez de députés conservateurs pour avoir une majorité plus solide et pro-Brexit dans le groupe conservateur et dans le Parlement (actuellement sa majorité est de seulement 16 sièges). Elle a des chances de gagner son pari, mais ce n'est pas sûr. Même si le Parti travailliste n'aura pas le temps de surmonter ses divisions internes, il peut y avoir d'autres problèmes. Par exemple, il suffirait que l'UKIP fasse un bon score, même sans élire des députés, pour affaiblir le résultat des Conservateurs.

En tout état de cause, la campagne risquerait d'être très tendue, un nouveau face à face entre partisans et opposants au Brexit. Les premiers sont actuellement très remontés contre les « élites » qui chercheraient à leur voler leur victoire.

Tout cela risque de compliquer un peu l'activation de l'Article 50, que May avait promis de réaliser avant la fin mars 2017. Sauf si elle rompt avec une longue tradition, les élections ne pourraient avoir lieu avant le mois de mars.

Principes et considérations économiques

A supposer que l'Article 50 entre quand même en application au printemps, il risque de ne pas y avoir de négociations sérieuses avant les élections françaises en mai-juin et allemandes en septembre. Les négociations avec Michel Barnier,

représentant la Commission, aura un caractère essentiellement technique – les obligations financières du Royaume-Uni, sa participation continue ou pas à divers organismes européens, le sort des agences de l'UE situées en Angleterre, etc. Pour le reste cela reviendra aux chefs de gouvernement et d'Etat.

Ces négociations, quand elles commencent, pour des accords transitoires ou définitifs, tourneront du côté européen autour de deux points potentiellement, au moins partiellement, contradictoires. D'un côté la volonté de ne pas affaiblir davantage une Union mal en point et donc d'avoir une attitude ferme à l'égard de Londres. Cette préoccupation est réelle et ne relève pas simplement de la rhétorique, même si certains en rajoutent une couche (Schulz, Verhofstadt, Juncker à Bruxelles, mais aussi Hollande). Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi les conséquences de la séparation pour chaque pays. Du côté britannique les prédictions de catastrophe économique en cas de Brexit n'ont pas été confirmées. La chute de la livre aide les exportateurs britanniques, mais en même temps les importations plus chères commenceront à se faire sentir au détriment des consommateurs, et surtout des plus pauvres. Et une sortie de l'Union sans accord aura sans aucun doute des effets néfastes, ce dont le gouvernement est conscient. Il est clair qu'il a donné des gages de soutien dans ce cas-là à certaines entreprises, notamment la grande usine d'automobile Nissan à Sunderland, sans en dévoiler les détails.

Mais pour l'instant, la chute de la livre a des effets négatifs sur des entreprises européennes cherchant à exporter vers le Royaume-Uni, en rendant leurs produits plus chers. Pour ne prendre que l'industrie automobile, General Motors, Ford, Renault et PSA (Peugeot et Citroën) ont tous subi des pertes importantes (se chiffrant à plusieurs centaines de millions d'euros) au troisième trimestre et s'attendent à des pertes du même ordre au quatrième trimestre. Cela pourrait les conduire à réduire leur production. L'industrie automobile n'est sans doute pas la seule concernée.

Evidemment, cela s'arrangerait si la livre remonte. Mais à plus long terme le scénario où le Royaume-Uni sortirait de l'UE sans accord avec un retour des tarifs douaniers aurait des effets négatifs non seulement pour le Royaume-Uni mais pour les pays de l'Union. Cela risque de produire des pressions sur les gouvernements. C'est manifestement déjà le cas. Angela Merkel a cru nécessaire de demander à des entreprises allemandes de « résister à des 'pressions des associations industrielles européennes' et éviter la tentation de mettre de côté des principes européens – surtout la liberté de circulation ». Elle a aussi précisé que la « question centrale » serait « combien d'accès au marché unique aura le Royaume-Uni et d'une manière réciproque, combien d'accès au marché britannique aurons-nous ? Et jusqu'à quel point sommes-nous prêts à lier cet accès politiquement pour que les quatre libertés soient défendues » (*Financial Times*, 7 octobre). De son côté, Jean-Claude Juncker a eu la même préoccupation, qu'il a exprimées à sa manière : « Je vois les manoeuvres » dit-il, « Il doit être évident que si le Royaume-Uni veut avoir un libre accès au marché intérieur, [il faut] que toutes les règles et toutes les libertés soient intégralement respectées (...). Il ne faudrait pas que des pans entiers de l'industrie européenne s'engagent dans des pourparlers secrets, dans des chambres noires, rideaux tirés, avec les envoyés du gouvernement britannique » (*Le Quotidien*, 8-9 octobre). Remarquons que dans ce cas-ci, les négociations secrètes posent un problème à Junker, mais pas lorsqu'il s'agit du CETA...

Voilà, que des négociations secrètes aient actuellement lieu ou pas, les enjeux ont été bien résumés par Merkel. Un accord réciproque concernant les marchés et l'attachement à certaines règles ou « principes » européens. Sans doute elle essaiera de tenir les deux bouts. Pour certains pays, pourtant, les enjeux économiques pèsent plus lourds. Ainsi, La Suède aussi bien que l'Irlande ont déjà un peu rompu les rangs en appelant à un accord amical avec le Royaume-Uni. On les comprend. Sans

parler des exportations et importations, il y a outre-Manche 1,000 entreprises suédoises implantées, employant 100,000 salariés. Et les liens étroits entre le Royaume-Uni et l'Irlande sur le plan économique, ainsi que des considérations politiques (frontière avec l'Irlande du Nord) ont fait sortir ce pays de sa discrétion habituelle au sein de l'UE. Ces deux pays ne sont certainement pas les seuls à avoir intérêt à une séparation à l'amiable.

Pour conclure, un mot sur le « principe » de la liberté de circulation des personnes. On parle beaucoup des « quatre libertés ». On pourrait dire beaucoup de choses sur les trois premières, notamment sur le qualificatif « libre » appliqué aux mouvements de capitaux. Mais en ce qui concerne la liberté de circulation des personnes, ce n'est pas un principe pour le capital. Historiquement, cette liberté a été accordée à certains moments et retirée à d'autres. Prenons un petit exemple récent. En 2004, au moment de l'entrée de huit pays de l'Europe centrale et orientale dans l'UE, les 15 membres existants avait un sursis de sept ans pour appliquer la liberté de circulation – de deux ans, renouvelable pour trois ans et dans des situations exceptionnelles, deux ans de plus. Trois pays ont tout de suite renoncée à ces délais : le Royaume-Uni, l'Irlande et la Suède. Seulement deux pays ont profité de sept ans et ce n'était ni les plus pauvres ni les plus « eurosceptiques ». Il s'agit de l'Allemagne et de l'Autriche. Ce qui a été suspendu une fois peut l'être de nouveau, suivant les besoins, et pas seulement par les pays de l'Est. Pour défendre la liberté de circulation des personnes, donc, on peut très bien s'appuyer sur ce « principe » de l'UE. Mais en fin de compte la gauche et le mouvement ouvrier doivent surtout faire confiance à leurs propres forces.

Après la victoire, quelles perspectives pour Corbyn et la gauche travailliste ?

Jeremy Corbyn aura donc été réélu dirigeant du Parti travailliste, en améliorant son score, malgré toutes les basses manœuvres de l'appareil travailliste. Une bataille de gagné, une guerre qui continue. Mais dans quelles conditions ? S'il ne fait aucun doute que l'appareil et la fraction parlementaire restent décidés à venir à bout de Corbyn, ils ne pourront pas le faire exactement comme avant sa deuxième victoire.

Corbyn a gagné une deuxième victoire grâce au soutien des nouveaux adhérents. Mais le Parti travailliste ne se résume pas à son dirigeant et aux adhérents. Il existe aussi : la fraction parlementaire et les eurodéputés ; les syndicats et

associations affiliées ; l'appareil ; le congrès annuel ; le réseau d'élus locaux ; l'organisation de jeunesse ; le cabinet fantôme ; et last but not least, le Comité exécutif national (NRC), qui est composé de représentants de tout ce qui précède.

Le congrès de Liverpool

Commençons par le congrès, qui a suivi directement la réélection de Corbyn. Sur le grand plan politique, c'était l'occasion pour Corbyn et son principal allié et ministre des finances dans le cabinet fantôme, John McDonnell, de faire des discours détaillant leur programme politique. On peut dire, schématiquement, qu'il y a deux aspects. D'abord un plan économique d'inspiration keynésienne : banque (publique) nationale d'investissements, projet d'investir £500 billion dans l'économie, en particulier pour relancer l'industrie, quelques nationalisations, banques régionales, soutien aux PME, coopératives. Dans son discours de clôture du congrès, Corbyn a commencé sur un ton conciliateur à l'égard de ses opposants, appelant à l'unité, reconnaissant même qu'il avait pu y avoir quelques excès du côté de ses partisans. Il s'est félicité de la vague de nouveaux adhérents (les effectifs du Labour ne sont aujourd'hui pas loin de 600,00). Evidemment, personne ne pouvait être contre cela publiquement, bien que la droite du parti regarde avec horreur cet afflux de centaines de milliers de membres qui renforce la gauche. Dans son discours, Corbyn a parlé de tout, mais s'il s'est concentré sur le volet social. Tout comme Thatcher dans les années 1980 a fait reculer les frontières de l'Etat social, Corbyn s'engage aujourd'hui à faire reculer les effets de trente ans de néolibéralisme. Résumant son programme en dix points, il a mis l'accent sur l'arrêt de la privatisation rampante dans la santé et l'éducation, la défense et le développement des services publics, l'abrogation des lois antisyndicales, les droits des salariés, la restauration des conventions collectives.

Corbyn aussi bien que McDonnell se sont pris au dogme du marché libre et tous les deux ont évoqué la perspective du socialisme. De manière générale et sans préciser les étapes qui pourraient conduire vers cet objectif. Pourtant, pendant plus de 20 ans, le mot était complètement banni du discours travailliste. Son retour permet au moins d'ouvrir un débat.

Mais un congrès n'est pas fait que de grands discours, mais aussi de petites manœuvres. Ainsi une décision a été adoptée en contrebande d'élargir le NEC en ajoutant des représentants écossais et gallois – plus exactement des représentants nommés par les dirigeants gallois et écossais, qui sont opposés à Corbyn, affaiblissant ainsi la position de la gauche au NEC. Les partisans de Corbyn n'ont pas pu empêcher cette manœuvre. Ironiquement, après la campagne menée par la droite du parti et les médias sur le parti qui serait en train d'être noyauté par des « centristes » d'extrême gauche, il se trouvait malheureusement que la droite et le centre étaient mieux organisés et que la gauche, très majoritaire parmi les adhérents, ne l'était pas dans le congrès. Une leçon pour l'avenir.

Ce genre de manœuvres relève de la politique de bas étage ; mais dans le Parti travailliste la politique se fait souvent à ce niveau-là. C'est ce qu'on appelle la guerre des tranchées, et elle va se poursuivre. Parmi les différentes composantes du parti, Corbyn ne peut pas faire grand-chose avec la fraction parlementaire, les eurodéputés, les élus locaux. La droite et le centre y sont fortement installés, héritage de la période Blairiste. Pour commencer à changer les rapports de forces à ce niveau- là il faut avoir non seulement un soutien à la base, mais aussi une majorité au NEC, ce qui prendra du temps. Pour l'instant Corbyn est majoritaire à 18 contre 17. Sa position repose essentiellement sur les six membres directement élus par les adhérents (tous corbynistes) et la plupart des représentants des syndicats. Par ailleurs, il semble que l'organisation de jeunesse qui était contrôlée par

la droite est en train de passer à gauche.

Se tourner vers l'extérieur

La bataille interne est nécessaire. Mais il faut qu'elle se combine avec une guerre de mouvement, tournée vers l'extérieur. Corbyn a maintenant une certaine marge de manoeuvre. La droite a échoué à le faire démissionner à la suite du référendum sur le Brexit. Elle a échoué à faire élire Owen Smith à sa place. Elle a échoué avec sa tentative de faire élire le cabinet fantôme par la fraction, ce qui aurait lié les mains de Corbyn. Quand celui-ci a refait son cabinet après le congrès il a certes inclus des députés qui n'étaient pas tous ses partisans. Mais presque tous les postes clefs sont allés à ses fidèles. A côté de McDonnell aux finances, il y a maintenant Diane Abbott (une femme noire) à l'intérieur. La droite de la fraction parlementaire semble avoir renoncé pour le moment à l'idée de faire un groupe à part. Et une poursuite de la campagne de sabotage de l'année dernière risque de provoquer un fort rejet parmi les adhérents.

Au Parlement et sur le terrain, le Parti travailliste doit combattre les mesures régressives du gouvernement May. Et tout comme Cameron a été forcé de reculer sur certaines questions, May peut être battue, par exemple sur son projet de réintroduire la sélection dans l'éducation. En même temps il faut populariser le programme de Corbyn, surtout que les élections législatives, qui doivent se tenir en 2020, peuvent très bien être avancées.

Dans un article cette semaine, McDonnell affirme que la domination de l'idéologie du marché libre est révolue en Grande-Bretagne, ce qui a de quoi surprendre. Il se base sur le discours de Theresa May au congrès du Parti conservateur. Ce qui a fait les gros titres après ce congrès, surtout en Europe, c'est son discours sur l'immigration, régressif et répressif, qu'il faut effectivement combattre. Mais elle a

aussi mis l'accent sur le rôle positif de l'Etat, notamment dans l'économie, et certains commentateurs estiment que dans le cadre du Brexit, elle pourrait chercher à réorienter l'économie britannique en mettant plus l'accent sur l'industrie et moins sur la finance. McDonnell va sans doute un peu vite en besogne mais il n'invente pas.

De manière générale, la vie politique en Grande-Bretagne sera dominée par le Brexit pendant deux ans au moins. Corbyn avait mené campagne pour rester dans l'UE, mais il l'a fait d'une manière critique. Il poursuit sur ce chemin. Le mois dernier, il a déclaré : « Il y a des directives et des contraintes liées au marché unique, tels les règlements concernant les aides d'Etat et les obligations à privatiser et libéraliser les services publics, que nous ne voudrions pas voir incluses dans des rapports [avec l'UE] post-Brexit » (Guardian, 7 septembre). Voilà un discours qui peut s'adresser à ceux qui ont voté pour le Brexit comme à ceux qui ont voté contre. Cela risque de poser quelques problèmes avec la droite de son parti, qui a un discours européeniste complètement acritique, ne se distinguant pas de celui des Conservateurs et des Libéraux-démocrates.

Pourtant, aujourd'hui à la Chambre des Communes, le Parti travailliste, uni pour l'occasion, a forcé, conjointement avec certains députés conservateurs, Theresa May à accepter un débat sur le Brexit qu'elle souhaitait éviter. Les travaillistes ont posé pas moins de 170 questions à la Première ministre. C'est évidemment extrêmement positif. May et ses ministres cherchent à tout ficeler hors du scrutin public, invoquant le secret des négociations. Ce qu'il faut, au contraire, c'est un grand débat public sur quel pays, quelle société après le Brexit. May répète depuis le référendum, « Brexit means Brexit » (« Le Brexit, cela signifie le Brexit »). C'est un peu court, pour ne pas dire creux. Le Parti travailliste de Corbyn doit se montrer capable de lui donner un contenu concret qui peut répondre aux

attentes des couches populaires.

Corbyn gagne une bataille, la guerre continue

Samedi dernier, le 24 septembre, Jeremy Corbyn a été réélu triomphalement comme dirigeant du Parti travailliste, un an après le choc de sa première victoire en septembre 2015.

Cette victoire a été fêtée joyeusement par la grande majorité des membres et sympathisants du parti et saluée par les forces de gauche en Europe, y compris déi Lénk. Il n'est pas inutile de considérer les circonstances de cette deuxième élection et la façon dont Corbyn a gagné.

Depuis sa première victoire en 2015, Corbyn a été en butte au harcèlement, à des attaques constantes, ouvertement et en sous-main, de la part de la grande majorité de la fraction parlementaire, toujours sur les positions droitières de la période de « New Labour » sous Tony Blair et Gordon Brown. Suite à la victoire du Brexit le 23 juin, c'était l'offensive sur toute la ligne, visant à mettre la pression pour que Corbyn démissionne. Sans succès. Il fallait donc trouver quelqu'un pour se présenter contre lui et provoquer une nouvelle élection. Après quelques faux départs, c'est le fade Owen Smith qui a porté les couleurs des anti-Corbyn.

Tout en ayant été élu comme dirigeant, Corbyn n'a jamais disposé d'une majorité au puissant Comité exécutif national (NEC,) qui dirige le parti entre les congrès (et même parfois pendant...). Encore moins a-t-il contrôlé l'appareil du parti. Cette situation a laissé la voie ouverte à tous les coups bas,

visant à exclure le maximum des partisans de Corbyn du scrutin. En premier lieu le NEC a décidé que seuls ceux et celles qui étaient membres du parti avant janvier 2016 pouvaient voter.

D'un seul coup, 128,000 membres du parti étaient privés du droit de vote. Une tentative de faire annuler cette décision par les tribunaux a échoué. Ensuite l'appareil du parti s'est attelé à la tâche. D'abord tous les membres qui avaient pu appartenir à des partis autres que Labour ont été rayés. Ensuite des apparatchiks ont passé des semaines à chercher sur les réseaux sociaux toute expression d'opinion qui aurait pu être considérée comme dérogatoire, insultant, etc., afin d'en rayer les auteurs. Il semble même que le fait de traiter quelqu'un de « Blairiste » était une raison suffisante. C'était en quelque sorte l'hommage du vice à la vertu. Traiter quelqu'un de partisan de l'ancien premier ministre est devenu diffamatoire...

Il faut se rendre compte de l'ampleur de la purge, qui a aussi concerné les deux autres catégories de votants, les sympathisants inscrits et les syndicalistes affiliés. Avec les 128 000 mentionnés ci-dessus, ce sont environ 250 000 personnes qui voulaient voter et en ont été empêchées. Environ 67,000 inscrits n'ont pas reçu de bulletin – un « problème d'informatique », d'après l'appareil...

Malgré toutes ces tentatives de réduire l'électorat, Corbyn a non seulement gagné mais amélioré son score par rapport à 2015 : 62% contre 59%, 63 000 voix de plus. Par ailleurs, cette fois-ci il a gagné dans les trois catégories, passant parmi les membres de 49,5 % à 59%. En comptant les votants potentiels qui en ont été empêchés, et en supposant que la grande majorité aurait voté pour Corbyn, on peut estimer son vrai score à au moins 70%.

Corbyn a été majoritaire dans toutes les régions et toutes les

catégories sociales, avec trois exceptions : ceux qui ont adhéré avant 2015, les 18-24 ans (ce qui est surprenant) , et l'Ecosse, où les restes très affaiblis du parti sont l'une des dernières redoutes du Blairisme.

La guerre continue...

Il ne faut pas sous-estimer la portée de cette deuxième victoire. Mais également, il faut être conscient que les adversaires de Corbyn et de son nouveau cours n'ont pas désarmé. Au contraire. La victoire de Corbyn était annoncée au début du congrès du parti, samedi 24. Dimanche soir a vu deux meetings, le premier organisé par Progress, le courant de la droite Blairiste, le deuxième par Labour First, qui rassemble les « centristes » tout aussi hostiles à Corbyn. La grande majorité de députés travaillistes ont participé à l'un ou l'autre de ces meetings et les ténors sont montés à la tribune pour réaffirmer leur opposition à Corbyn et sa politique.

Il ne faut pas se laisser bercer par les discours sur l'unité. Du côté de Corbyn, cela veut dire « laissez-moi agir, accepter le verdict des adhérents ». Du côté de ses adversaires dans la fraction parlementaire, cela veut dire « si vous voulez l'unité, il faut nous donner des gages, par exemple en adoptant un discours plus « consensuel » et en nous laissant élire le cabinet fantôme ». La guerre continue et tout monde s'y prépare.

Il y a eu des joutes oratoires entre partisans et adversaires de Corbyn pendant le congrès, et quelques votes importants. On y reviendra. Mais aussi des discours majeurs de Corbyn et de son principal allié John MacDonnell, ministre fantôme des finances. Lutte contre les inégalités, refus de l'austérité, augmentation du salaire minimum, défense et extension du secteur public, intervention de l'Etat dans l'économie – « Etat entrepreneurial » selon l'expression de MacDonnell – programme de logement. Pas un programme anticapitaliste bien

sûr, même si Corbyn et McDonnell ont tous les deux parlé de socialisme, un mot resté tabou pendant 25 ans dans les congrès travaillistes. Mais ce sont des mesures qui amélioreraient la situation des couches populaires et même des couches moyennes et qui peuvent en appeler d'autres. Il y aurait des batailles internes dans le Parti travailliste dans les prochains mois, pas sans importance d'ailleurs. Mais pour Corbyn et ses alliés la priorité est de transformer le parti pour qu'il redevienne un parti de masse (presque 600 ,000 adhérents), une force de frappe pour mener des campagnes contre la droite conservatrice au pouvoir et pour des politiques alternatives.

Murray Smith

La droite travailliste cherche à se débarrasser de Jeremy Corbyn

Il y a un peu plus d'un an, le dirigeant du Parti travailliste, Ed Miliband, a démissionné suite à la défaite de son parti aux élections législatives de mai 2015. En septembre, Jeremy Corbyn a été élu pour lui succéder, avec plus de 60% des voix face à trois autres candidats. Ce fut un véritable choc pour le monde politique britannique, un choc qui ne s'est pas atténué depuis.

Dans les années 1980, il y avait une gauche forte dans le Parti travailliste, dont la figure emblématique était Tony Benn, décédé en 2013. Au cours d'une véritable chasse aux sorcières, cette gauche a été cassée par l'appareil du parti. Certains ont été exclus, d'autres ont abandonné, quelques-uns

ont retourné leur veste. La gauche a été complètement marginalisée, gardant quand même une poignée de députés au Parlement. Corbyn était de ceux-là.

Depuis, le Parti travailliste a beaucoup changé. Il est devenu le New Labour de Tony Blair, un parti normalisé et formaté pouvant entrer, en alternance, dans un cadre néolibéral, en acceptant l'essentiel des contre-réformes de Margaret Thatcher: privatisations, dérèglementation, lois antisyndicales. Et soutenant, contre l'opposition massive de la population britannique, la guerre de Bush en Iraq en 2003.

Plus le parti virait à droite, plus les militants de gauche qui étaient encore restés le quittaient. Son électorat aussi. Blair a gagné les élections de 1997 avec 13,5 millions de voix, en treize ans, le parti en a perdu 5 millions.

A la surprise générale, Ed Miliband a été élu en 2010 à la direction du parti sur un programme de gauche, grâce notamment au soutien des syndicats. Dirigeant faible et vacillant, il a largement déçu les espoirs de ceux qui l'avaient soutenu, mais il a au moins ouvert la voie à une certaine contestation du bilan du parti au gouvernement depuis 1997.

La défaite de mai 2015 a produit un déclic. Les semaines suivantes ont vu l'arrivée de dizaines de milliers de nouveaux adhérents, en très grande majorité des gens qui adhéraient pour se battre contre la perspective de cinq ans de plus d'austérité sous le gouvernement conservateur de David Cameron.

L'élection pour la succession de Miliband a eu lieu pour la première fois selon un système «une personne, une voix», les électeurs étant répartis en trois catégories : les membres du parti, les syndicalistes affiliés et ceux qui s'enregistraient comme supporters du Labour. C'est ce qui a permis la victoire de Corbyn.

Dès le premier jour, il était confronté à l'hostilité

d'environ 80% de la fraction parlementaire, allant de la droite blairiste à ce qu'on appelle « the soft left », la gauche molle. Ces derniers avaient soit soutenu Blair, soit s'opposaient à lui dans des limites «acceptables».

Corbyn a été élu sur la base d'un refus de l'austérité. Il s'était engagé à renationaliser les chemins de fer et à nationaliser le secteur de l'énergie; son opposition aux armes nucléaires et son refus de toute guerre impérialiste étaient connus. Il a gagné les voix de 250.000 personnes, ce qui lui permettait d'être élu à la direction du parti, avec un programme totalement inacceptable pour la grande majorité des députés. Des discours contre l'austérité, pourquoi pas, cela ne coûte pas cher et cela ne nous empêche pas d'être «responsables» une fois au gouvernement et d'imposer notre propre austérité. Mais des nationalisations, l'abandon de l'arme nucléaire, l'abrogation des lois antisyndicales ... pas question.

Les attaques étaient constantes, et pas toujours directement centrées sur les divergences politiques. Avec Corbyn on ne peut pas gagner, disaient-ils. Pourtant, à chaque élection partielle, les candidats travaillistes gagnaient avec des majorités accrues, le parti obtenait plus de voix que les Conservateurs aux élections locales et gagnait la mairie de Londres.

Il y avait des bruits incessants de tentatives de déboulonner Corbyn, et quelques tentatives avortées. Le référendum sur le Brexit a fourni l'occasion d'agir. Corbyn avait fait campagne pour rester dans l'UE. Mais, à la différence de l'aile droite de son parti, en critiquant l'UE et en avançant la perspective d'un combat pour changer l'UE avec les autres forces de gauche en Europe. Logiquement, il refusait de faire campagne commune avec Cameron, à la différence des Blairistes. Après la victoire du Brexit, face à la possibilité d'élections anticipées, ils ont décidé de frapper. Dans un premier temps, ils faisaient pression pour que Corbyn s'en aille, qu'il

démissionne. Dans un vote, 172 députés travaillistes, 75% de la fraction, lui refusaient la confiance. Corbyn résistait et il était soutenu, de façon décisive, non seulement par les adhérents dans le pays, mais par la plupart des syndicats.

Enfin une députée, Angela Eagle, a annoncé qu'elle se présentait contre Corbyn (depuis lors il y a eu un deuxième candidat). Pour le contester dans sa fonction, elle avait besoin des signatures de 51 députés ou eurodéputés. Elle les avait. S'ensuivait une tentative d'obliger Corbyn à les avoir aussi, ce qui était quasiment impossible. Finalement, le 12 juillet, le Comité exécutif national du parti a tranché, par 18 voix contre 14. Corbyn n'en avait pas besoin. Mais en fin de réunion, alors que certains des soutiens de Corbyn étaient déjà partis, l'exécutif a adopté une règle selon laquelle seulement ceux qui étaient membres du parti au 12 janvier 2016 pouvaient voter, privant ainsi 130.000 membres du parti du droit de vote. C'est tellement gros qu'il n'est pas sûr que cela tienne.

On va donc vers une nouvelle élection du leader du Parti travailliste. Et les lignes sont assez claires : d'un côté la fraction parlementaire et l'appareil du parti ; de l'autre les soutiens de Corbyn dans les sections du parti et les syndicats, les gens qui se battent quotidiennement contre l'austérité, le racisme, les contre-réformes néolibérales. Cette fois-ci encore, plus qu'en 2015, les médias et le monde politique seront mobilisés contre Corbyn. S'il gagne, le congrès du parti en automne peut être l'occasion de faire peser dans la décision les nouveaux adhérents et de renforcer la gauche dans l'exécutif. Et il y aura sans doute des initiatives pour évincer certains députés. Mais qu'il gagne ou qu'il perde, la guerre civile au parti travailliste n'est pas près de se terminer. Aujourd'hui de plus en plus nombreux sont ceux qui parlent d'une scission à terme.

Premières impressions après le Brexit

«Ne vous trompez pas. Le vote par la Grande-Bretagne pour quitter l'UE est le coup le plus nuisible jamais infligé à l'ordre international libéral et démocratique créé sous l'égide des Etats-Unis après 1945. La boîte de Pandore est bel et bien ouverte ». L'auteur de ces lignes n'est pas un gauchiste se félicitant de la défaite de cet ordre mondial, vaincu par les travailleurs britanniques. Au contraire, il s'agit du jugement du très libéral Tony Barber, responsable des questions internationales à la rédaction du Financial Times de Londres (édition des 25-26 juin 2016).

En effet, ce vote constitue un événement majeur qui aura des répercussions bien au-delà du Royaume-Uni. Pas très uni, d'ailleurs.

Le Royaume-Uni est l'une des principales puissances impérialistes de la planète et Londres (« la City ») est, par le volume et l'ampleur de ses transactions, le plus important centre financier du monde. Il constitue en effet une des pièces maîtresses de l'ordre mondial dont parle Barber et joue en particulier un rôle de pivot entre les Etats-Unis et l'Union Européenne. Son appartenance à l'UE est utile à celle-ci, sur le plan politique et économique, ainsi qu'à l'hégémonie états-unienne. En revanche, l'importance de son secteur financier signifie qu'il n'a aucun intérêt à adopter l'euro, une monnaie contrôlée depuis Francfort. Il n'a jamais non plus été attiré par le projet d'une Europe fédérale, qui limiterait ses marges de manœuvre. Il a pu négocier son appartenance à l'Union avec une série d'exemptions, notamment concernant l'euro et la zone Schengen.

Ces arrangements, défendus par David Cameron et son courant du Parti conservateur, ainsi que par la droite, majoritaire dans la fraction parlementaire, du Parti travailliste. Ils correspondent aux intérêts bien compris des secteurs largement majoritaires des classes dirigeantes – la City, les banques, les multinationales, une large majorité du grand capital. Qui ont logiquement apporté leur soutien à Cameron dans la campagne référendaire.

Il existe un point de vue minoritaire, défendu notamment par une forte minorité du Parti conservateur au Parlement, selon lequel le Royaume-Uni ferait mieux sur la scène internationale en dehors de l'UE. Ce point de vue a été expliqué par un des responsables parlementaires conservateurs, Chris Grayling. Il fallait «libérer la Grande-Bretagne d'une Europe en grande difficulté, où nous étions confrontés à une marginalisation croissante, alors que [l'UE] déterminait de plus en plus la façon dont nous travaillons. Les directives de l'UE ont déjà nui à la City et aux milieux d'affaires au Royaume-Uni ». (Financial Times, 27 juin, 2016)

Assez minoritaire dans les rangs conservateurs pendant les années 1990, ce courant a gagné en importance ces derniers temps, au fur et à mesure que le fédéralisme autoritaire de l'UE et surtout de la zone euro se renforçait. Autre phénomène qui renforçait ce courant : la preuve croissante apportée par l'UKIP de Nigel Farage (4 millions de voix aux élections législatives de 2015) qu'il était possible de mobiliser un soutien populaire pour une sortie de l'Union.

C'est pour mettre fin aux divisions dans les rangs du Parti conservateur que David Cameron a promis un référendum sur la question, lequel a finalement eu lieu le 23 juin avec le résultat que l'on sait.

Il n'y a pas qu'une seule boîte de Pandore, mais plusieurs. Il y a en effet celle dont parle Barber, sur le plan international. Mais au Royaume-Uni, David Cameron en a ouvert une autre en transposant le débat sur l'Europe des cercles du

pouvoir et du Parlement devant la masse de la population, qui s'en est saisie pour exprimer ses propres préoccupations. Commençons par voir rapidement qui a voté comment et pourquoi. (On utilisera les mots anglais Leave, pour quitter l'UE et Remain pour y rester.)

En termes de groupes d'âge, les choses sont assez claires : ceux qui ont voté Leave vont de 27% des 18-24 ans à 60% des plus de 65 ans.

En termes d'appartenance politique, 58% des électeurs conservateurs ont voté Leave, représentant 40% du Leave total ; pour les électeurs travaillistes, c'est 37%, 20 % du Leave total.

En termes de classe sociale, on utilise en Grande-Bretagne l'échelle ABCDE, allant des plus riches aux plus pauvres. Le seul groupe où Remain était majoritaire, à 57%, est AB, les couches les plus aisées, cadres supérieurs, professions libérales etc. C1, classes moyennes supérieures : 51% Leave, 49% Remain. Pour le reste, C2DE, allant des classes moyennes inférieures aux couches populaires, c'était 64% Leave, 36% Remain. Mais il faut signaler que dans certaines grandes villes populaires, entre autres Cardiff et Liverpool, Remain était majoritaire à environ 60%. Et dans le vote à Londres (globalement 60% Remain, 40% Leave) il y avait aussi bien les quartiers populaires à la population multiculturelle que les beaux quartiers.

Mais dans le vote Leave, de manière très significative, il y avait des centaines de villes de taille petite ou moyenne, des villes industrielles devenues post-industrielles, dont beaucoup ne se sont jamais remises de la destruction de l'industrie par Thatcher dans les années 80. Il y avait aussi, bien sûr, les zones rurales et les banlieues aisées conservatrices.

Les motivations des votants :

Leave : « le principe que les décisions concernant le Royaume-Uni devraient être prises au Royaume-Uni », 49% ; « partir offre la meilleure chance de reprendre le contrôle sur l'immigration et les frontières », 33% ; « rester ne nous laisserait aucun contrôle sur l'expansion ou les pouvoirs de l'UE à l'avenir », 13%. Seulement 6% ont pensé que du point de vue économique le Royaume-Uni irait mieux dehors.

Remain : si on quittait l'UE, les risques pour l'économie, l'emploi, etc., seraient trop importants, 43% ; en restant, le Royaume-Uni aurait « le meilleur des deux mondes » – accès au marché unique sans faire partie de Schengen ou de l'euro, 31% ; peur d'être « isolés de ses amis et voisins », 17% ; à cause d'un « attachement fort à l'UE et à son histoire, à la culture et aux valeurs partagées », 9%.

Première impression : les partisans du Leave sont plus décidés : ils veulent la souveraineté et le contrôle des frontières (quoi qu'on en pense). Plus de la moitié des Remain citent des raisons négatives, la peur des conséquences d'une sortie. C'est sans doute pourquoi tout le monde disait avant le vote que les partisans du Leave étaient plus motivés pour voter – en sous-estimant pourtant leur nombre. On peut ajouter que pour voter contre le Premier ministre et la majorité de ses députés, le Parti travailliste, la Banque d'Angleterre, les grandes banques et les multinationales qui multipliaient les avertissements sur les conséquences néfastes d'une sortie, il fallait bien être motivé.

A noter aussi le pourcentage extrêmement faible de ceux qui ont voté par entière adhésion à l'UE. On peut penser que ce pourcentage serait plus élevé dans d'autres pays, mais pas beaucoup.

En ce qui concerne les motivations, donc, il y a quand même les 33% qui sont motivés par l'immigration et les frontières. C'est une minorité, mais une minorité significative, et cela a beaucoup marqué la campagne et donné libre cours à l'expression d'idées xénophobes, voire racistes. Mais il faut

nuancer. Il y a des noyaux durs de racistes, parfois violents, qu'il faut combattre. Et puis il y a beaucoup de gens sensibles au discours mettant sur le dos des immigrés les problèmes d'emploi, de logement, des services publics, etc. Et avec ceux-là on peut discuter, en ciblant la responsabilité des gouvernements.

Mais il n'y a pas que le facteur immigration. Dans cette volonté exprimée par la moitié des personnes votant Leave, dans cette idée que les décisions les concernant devraient être prises en Grande-Bretagne, il y a sans doute le souhait que leur gouvernement s'occupe d'eux comme avant. Paradoxalement, « l'avant » auquel ils pensent est moins l'époque avant l'adhésion à l'Union européenne qu'avant la catastrophe qu'était l'offensive thatchérienne, qu'ils le sachent ou non. Ce n'étaient pas les couches les plus politisées, avec des exceptions, qui ont voté Leave. La majorité des électeurs travaillistes et la grande majorité des jeunes ont voté Remain. Cela n'invalide en rien le cri de détresse de beaucoup qui ont voté Leave. Dans sa première «une» après le vote, le Financial Times a parlé d'un «vote qui a été la réflexion d'un rugissement de rage de la part de ceux qui se sentent aliénés de Londres et laissés pour compte par la mondialisation». Un rugissement de rage et une exigence que le gouvernement s'occupe avant tout d'eux – avant les banquiers, avant les riches et, oui, avant les immigrés. Il fallait s'occuper d'eux, les vrais travailleurs, mais aussi les vrais britanniques. S'il y avait un ciment idéologique, c'était le vieux nationalisme anglo-britannique, le legs d'un empire qui n'existe plus. Ce nationalisme-là n'a rien de progressiste et ne peut qu'au mieux mener dans une impasse ; au pire, il peut être exploité par des forces réactionnaires.

La campagne Leave a réussi à fédérer tous ces mécontentements en les tournant vers l'UE. Un travail qui avait déjà été bien entamé par l'UKIP. Il y a là une certaine ironie. On remarque souvent à gauche en Europe que le Royaume-Uni est exempt de

certaines clauses sociales. On dit moins souvent qu'il est aussi exempt des règles de la zone euro et du pacte fiscal. Les citoyens britanniques souffrent beaucoup moins que d'autres des diktats de l'Europe néolibérale. En revanche, ils ont beaucoup souffert de l'austérité, des privatisations et attaques contre l'Etat social de leurs propres gouvernements successifs, conservateurs et travaillistes. Maintenant la situation sera potentiellement plus claire et les vrais adversaires plus visibles. Il semble que parmi la masse des personnes votant Leave il y ait eu peu d'enthousiasme pour les dirigeants de la campagne officielle, Johnson, Gove et d'autres dirigeants conservateurs. Si c'est le cas, elles ont eu raison. Ces gens-là vont les trahir, sans l'ombre d'un doute.

Quelques mots sur la gauche britannique, qui a été divisée dans cette campagne référendaire. D'abord, il y avait un secteur de la gauche qui a fait campagne pour rester dans l'Union européenne sur la base d'une opposition à la campagne Leave, dominée par des forces et des idées réactionnaires. Cela allait de la gauche radicale – le petit parti Left Unity, le courant Socialist resistance et autres – à la plupart des syndicats. Les discours étaient pour le moins critiques envers l'Union européenne, parfois en exagérant un peu ses bénéfices sociaux, parfois sans aucune illusion sur l'UE. L'aile droite blairiste du Parti travailliste a fait campagne sans complexe avec Cameron et sur le même thème : rester, c'est mieux pour le capitalisme britannique. Quant à Jeremy Corbyn, il a mené une campagne globalement correcte, refusant de s'allier avec Cameron et critiquant non seulement l'UE, mais aussi la façon dont la campagne Remain officielle cherchait à gagner en faisant peur aux électeurs.

Il y avait aussi une campagne « Lexit » (« Left exit », sortie à gauche), menée par le petit Parti communiste, les deux principales organisations d'extrême gauche et quelques forces syndicales, dont le très combatif RMT, le syndicat des

transports. Ce qu'ils ont dit dans leur campagne sur l'UE était plutôt juste dans leur critique de celle-ci. Mais ils ont eu tort de ne pas prendre en compte la dynamique de la campagne : la sortie, quand elle est venue, n'était pas à gauche. Maintenant la campagne est terminée et l'unité des forces de gauche est une nécessité : d'abord pour combattre le racisme et la xénophobie (il y a eu un nombre significatif d'agressions racistes depuis le référendum), mais aussi pour commencer à offrir une perspective de gauche, y compris et surtout à ceux qui ont voté Leave.

Pour conclure, quelques mots rapides sur les effets directement politiques du vote au Royaume-Uni et en Europe, sur lesquels il faut revenir dans un autre article.

La campagne et le résultat ont aggravé la crise politique britannique. Les deux grands partis sont encore plus en crise qu'avant. Le Parti conservateur, déjà divisé, va encore se déchirer dans la bataille pour choisir un nouveau leader d'ici septembre. En plus il semble que ni le camp de Cameron ni celui de ses adversaires, Boris Johnson en tête, n'a un plan pour l'après-Brexit. Dans le Parti travailliste, on assiste à la tentative la plus sérieuse de la droite pour déboulonner Corbyn, peut-être dans la perspective d'élections législatives anticipées, donc bien avant 2020.

Au niveau de l'Etat, la crise est encore pire. L'Ecosse a voté Remain à 62%. Le gouvernement écossais affirme son attachement à l'Europe, parle d'un deuxième referendum sur l'indépendance, demande des entretiens avec l'UE, multiplie les prises de distance avec Londres. Donc, crise ouverte. En Irlande du Nord, Remain est majoritaire à 56%. Les catholiques (minoritaires, nationalistes irlandais, républicains) semblent avoir voté massivement pour Remain. La majorité des protestants (majoritaires, fortement attachés à l'union avec la Grande-Bretagne) a voté Leave, mais face à une minorité ayant voté Remain suffisamment grande pour permettre une majorité globale. La question de la réunification de l'Irlande

revient à l'ordre du jour, même si la perspective est nettement plus éloignée que celle de l'indépendance écossaise.

Les résultats du vote continueront d'avoir des répercussions politiques et économiques en Europe et au-delà. L'idée que seul le Royaume-Uni ressentira les effets n'est pas sérieuse. C'est dans ce contexte que vont commencer les négociations pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Ni les échéances, ni les modalités ne sont connues. Et surtout pas l'issue. Revenons à notre point de départ. Le status quo ante du 23 juin convenait au grand capital britannique, surtout financier. La situation actuelle, non. De là à penser que le résultat final des négociations ressemblera plus à l'avant- 23 juin qu'à autre chose, il n'y a qu'un pas ... mais un grand pas, car sur cette route il y a trop d'embûches et trop d'incertitudes pour voir clair.

Grèce – Le changement commence

Cette fois-ci, tout le monde, sondages et commentateurs, avait prévu une victoire de [Syriza](#). Tout ce qui était en débat, c'était l'ampleur. Le 25 janvier au soir nous avons eu la réponse. Syriza arrive en tête avec 36,3%, plus de 9 points de mieux qu'en 2012, mais rate d'un cheveu la majorité absolue avec 149 sièges sur 300.

Loin derrière, la [Nouvelle démocratie](#) (ND) du premier ministre sortant Antónis Samaras avec 27,8 qui s'est pourtant maintenue un peu près depuis 2012, perdant moins d'1%. On ne peut pas en dire autant pour son partenaire de coalition, le parti de centre gauche « socialiste », [PASOK](#). Ce parti, avec

4,68%, s'approche dangereusement de la barre de 3% en-dessous de laquelle un parti ne siège pas au parlement.

Il paie le prix fort pour avoir trahi sa propre base populaire, qui s'est massivement déplacée vers Syriza. Le parti [Dimar](#), une scission de droite de Syriza qui a brièvement fait partie de la coalition gouvernementale, a déjà sombré, avec 0,5%.

Deux grands, cinq petits

Le nouveau parlement est donc constitué donc de deux grands, Syriza et ND, et de cinq petits faisant entre 4,68 et 6,28%. Les néo-nazis d'Aube dorée perdent du terrain depuis 2012, mais devient le troisième parti. S'ensuivent le parti de centre-gauche To Potámi, le Parti communiste grec (KKE) stalinien et ultra-sectaire qui refuse toute collaboration avec Syriza, les « Grecs indépendants » (ANEL), scission de la ND et finalement le PASOK.

Premier problème pour Syriza : trouver un allié pour avoir une majorité de travail au parlement. Il y avait deux possibilités, [To Potámi](#) et [ANEL](#). To Potámi est un nouveau parti créé l'année dernière ; un parti bon chic bon genre, tout à fait engagé à rester dans les bornes de la politique néolibérale en général et celle de l'Union européenne en particulier (y compris les mémorandums qui ont été le moteur de l'austérité).

Son ambition avoué, s'il se trouvait en coalition avec Syriza, était de tirer le gouvernement vers la droite. C'était donc positif que Syriza ait refusé cette perspective. Restait l'ANEL, qui avait deux avantages : d'être sans ambiguïté contre l'austérité (ils avaient quitté la ND sur cette question) et d'être suffisamment « eurosceptique » pour que Syriza puisse compter sur son soutien face aux pressions de l'UE.

Alliance anti-Troïka

Si on peut comprendre la logique de ce choix, dans une situation où il n'y avait pas vraiment d'alternative, il faut aussi voir que c'est un choix qui peut poser quelques problèmes, et ceci à deux niveaux. D'abord, l'ANEL reste un parti de la droite nationaliste, anti-immigrés, opposé au mariage pour tous et en général conservateur sur les questions de société.

Ensuite, ce choix ouvre le flanc aux accusations du genre, « la gauche populiste et la droite populiste, c'est la même chose ». Mais la priorité du nouveau gouvernement est de rompre avec l'austérité, les réformes néolibérales, les diktats de l'Union européenne. C'est pour ça qu'il a été élu. Et sur ce terrain-là, aujourd'hui, il n'y avait pas deux choix d'allié.

Sur ce terrain prioritaire, les premiers signes sont positifs. Sur plusieurs questions, le nouveau gouvernement a rapidement adopté des positions fermes. Les privatisations des aéroports d'Athènes, du port du Pirée et de l'entreprise publique d'électricité ont été immédiatement suspendues et seront sans doute annulées.

L'augmentation du salaire minimum au niveau de 2010 a été réaffirmée, l'intention d'abroger les contre-réformes qui ont démantelé le droit de travail aussi. Dans un geste hautement symbolique, le nouveau ministre des Finances [Yanis Varoufakis](#), a annoncé la réembauche des femmes de ménage de son ministère, qui avaient été licenciées et qui ont mené un combat épique pour exiger leur réintégration.

Défis boursiers

Il reste pourtant des défis majeurs. Depuis dimanche, la Bourse d'Athènes a chuté. Les actions des banques ont baissé vertigineusement, des dépôts sont retirés. Les banques ont le droit de se refinancer auprès de la Banque centrale européenne, mais seulement jusqu'à l'expiration du plan de

sauvetage le 28 février.

Les négociations avec l'Union européenne sur la question de la dette vont commencer. D'un côté, la question de la dette ne semble pas complètement fermée. « Payer les intérêts sur son fardeau de dettes exigerait de la Grèce de gérer une économie quasi esclavagiste (...) purement au bénéfice de ses créanciers étrangers ». Une déclaration incendiaire d'Alexis Tsipras ? Non, de l'éditorial du Financial Times de Londres du 27 janvier.

Il y a en effet des débats dans les mondes de la finance et de la politique. Certains préconisent une restructuration de la dette et l'annulation d'une bonne partie, comme l'exige Syriza. D'autres ne veulent pas aller aussi loin, mais sont prêts à baisser les taux d'intérêt et à prolonger les échéances; d'autres encore, surtout en Allemagne, ne veulent pas en entendre parler.

Selon eux, il ne faut pas créer un tel précédent, car derrière la Grèce, il y a l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, l'Italie, Chypre... Il y a pourtant une question sur laquelle tous nos adversaires sont d'accord : il n'y aura pas de cadeau.

A l'aune des épreuves de forces

La contrepartie de toute concession sur la dette, radicale ou modérée, est la poursuite des réformes. Et là est le nœud du problème : pour le monde du capital, pour les banques, pour l'Union européenne, pour le FMI, ces réformes, dont le but est de démanteler l'Etat social, baisser le coût du travail, ouvrir la Grèce au capital étranger, sont fondamentales.

Et là-dessus Syriza, ne donne pas de signe qu'elle bouger, ni sur les privatisations, ni sur le code du travail, ni sur la restauration des services publics. [Ioánnis Dragasákis](#), vice-premier ministre qui sera chargé des négociations avec la Troïka, vient de déclarer : « Nous ne continuerons pas la

politique du désastre. Le mémorandum en cours jusqu'ici est terminé ».

Il parle aussi «des investisseurs qui se sont trompés en misant sur des privatisations qui n'auront pas lieu ». Dragasákis, qui passe pour un «modéré» au sein du gouvernement, ajoute : « Il ne s'agit pas d'épreuves de forces mais de dialogue ».

L'un n'exclut pourtant pas l'autre et des épreuves de force, il y en aura, comme il le sait sans doute. Dans ces épreuves, il faut que Syriza puisse compter non seulement sur la mobilisation populaire en Grèce, mais sur le soutien de la gauche et des forces de progrès en Europe. Car toute victoire de Syriza sera aussi notre victoire et ouvrira la voie à d'autres brèches dans le mur d'austérité.